Le pouvoir aux travailleurs

26 Octobre 2019

N° 259

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Inondation après quelques jours de pluie

Éditorial

AU-DELÀ DE L'INCURIE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS, C'EST TOUT LE SYSTÈME CAPITALISTE QUI EST EN CAUSE Page 3

DANS LEUR COURSE POUR LE POUVOIR, LES POLITICIENS EN COMPTÉTITION N'HÉSITERONT PAS À DIVISER LES TRAVAILLEURS Page 4 - 5

VIE DE GALÈRE, PRÉCARITÉ ET BAS SALAIRE, C'EST LE SEUL AVENIR QUE NOUS RÉSERVE CE SYSTÈME CAPITALISTE Page 6

PLUIES DILUVENNES : UNE SITUATION TRAGIQUE POUR LES PAUVRES Page 9

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- AU-DELÀ DE L'INCURIE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS, C'EST TOUT LE SYSTÈME CAPITALISTE QUI EST EN CAUSE	3
- DANS LEUR COURSE POUR LE POUVOIR, LES POLITICIENS EN COMPTÉTITION N'HÉSITERONT PAS À DIVISER LES TRAVAILLEURS …….	4 - 5
- VIE DE GALÈRE, PRÉCARITÉ ET BAS SALAIRE, C'EST LE SEUL AVENIR QUE NOUS RÉSERVE CE SYSTÈME CAPITALISTE…….....	6
- DARLING : LES TRAVAILLEURS FACE À L'EXPLOITATION ET AU MÉPRIS PATRONAL ……..	7 - 8
- INCI CONSTRUCTION : LES TRAVAILLEURS TIENNENT LE BON BOUT..	8
- PLUIES DILUVENNES : UNE SITUATION TRAGIQUE POUR LES PAUVRES …….....	9
- CACAO : LES PRIX FIXÉS EN DESSOUS DE CEUX PROMIS ……..	9 - 10
- FERMETURE SANS ALTERNATIVE EFFICACE DU CHU DE YOPOUGON	10 - 11
- CIE : QUAND LE DÉTROUSSEUR CRIE AU VOL ….....	11
- RECRUDESCENCE DES ACCIDENTS DE LA ROUTE : QUAND L'ÉTAT JOUE AU MÉDECIN APRÈS LA MORT……..	11 - 12
- LES PROPOS XÉNOPHOBES VONT DE NOUVEAU FLEURIR DANS LA BOUCHE DES POLITICIENS ……..	12
- EN VOILÀ UN QUI VEUT NOUS BLAGUER SUR LES MIRACLES ! …….	13
- DEUX MILLIONS D'ENFANTS MEURENT CHAQUE ANNÉE À CAUSE DE MALADIES LIÉES À LA QUALITÉ DE L'EAU……	14

E d i t o r i a l

AU-DELÀ DE L'INCURIE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS, C'EST TOUT LE SYSTÈME CAPITALISTE QUI EST EN CAUSE

Grand Bassam, Alépé, Dimbokro, Ayamé, la liste ne cesse de s'allonger au fil des journées pluvieuses. Des villages et des quartiers entiers sont inondés. Si jusqu'à présent on dénombre peu de victimes humaines, les dégâts matériels sont considérables. Des milliers de personnes sont déplacées en attendant la baisse des eaux.

Dans ces inondations qui, chaque année se répètent avec plus ou moins de gravité, ce n'est pas la nature qui est en cause mais l'incurie de l'État. Dans le cas de Grand Bassam, on sait depuis des dizaines d'année, qu'avec l'ensablement de l'embouchure de la Comoé, une partie de la ville finirait tôt ou tard sous les eaux en cas de forte pluviométrie. Pour parer à cela, il aurait fallu désensabler la jonction du fleuve et de la lagune afin de permettre aux eaux de crues de se jeter dans la mer. Il aurait fallu aussi construire des digues pour contenir les débordements du fleuve. Cela demande des travaux d'envergure et des investissements que les gouvernements successifs n'ont pas trouvés nécessaire jusqu'à présent. Le gouvernement actuel a préféré plutôt dépenser des milliards dans des travaux de prestige comme ceux de la transformation de la baie de Cocody en une marina.

Si Grand Bassam, pourtant classé au patrimoine mondial par l'Unesco et haut lieu de tourisme de la région abidjanaise, en est là, on imagine aisément ce qu'il en est des localités de moindre envergure. Les populations sont abandonnées à leur sort ; l'intervention de l'État se limite à des messages d'avertissement les invitant à libérer les endroits à risque. Mais pour aller où ? Là, les autorités restent muettes. C'est quand le drame survient que les dirigeants, tels des charognards, apparaissent sur les lieux du sinistre avec leur cortège de journalistes, plus pour se faire de la publicité que pour agir vraiment.

Dans ce monde capitaliste, la vie et la sécurité des petites gens ne comptent pas. Seul compte l'enrichissement de la petite minorité de parasites et d'exploiteurs dont font partie les hauts dignitaires de l'Etat et des régions. Quand il s'agit d'investissement pour permettre à de riches capitalistes de piller des ressources, l'État ne compte pas les dépenses. Là on parle même « *d'intérêt national* ». Mais pour l'épanouissement et le mieux-être des populations, surtout pauvres et laborieuses, l'État ne se résout à agir que s'il y est contraint par la mobilisation populaire, c'est-à-dire des dizaines, des centaines de milliers de personnes exprimant leur colère dans la rue et prêtes à en découdre avec les forces de l'ordre et les menaces de toutes sortes.

DANS LEUR COURSE POUR LE POUVOIR, LES POLITICIENS EN COMPTÉTITION N'HÉSITERONT PAS À DIVISER LES TRAVAILLEURS

Nous assistons depuis quelques mois à des regroupements de partis politiques ou de personnalités autour de deux pôles : celui du RHDP de Ouattara et celui du PDCI de Bédié. Les bisbilles et les micmacs entre prédateurs ne font que commencer même si les noms des candidats ne sont pas encore officialisés à un an de l'élection présidentielle.

Deux récents rassemblements, l'un à Treichville et l'autre à Yamoussokro, illustrent un peu la volonté feinte ou réelle de Bédié, qui aura 86 ans en 2020, d'en découdre avec son « *ennemi intime* » Ouattara.

Entre 6 000 et 7 000 personnes ont participé, le 14 septembre dernier au parc des sports de Treichville, à un meeting conjoint du PDCI et du FPI-tendance Gbagbo. Des militants de ces deux partis portaient des teeshirts sur lesquels on pouvait lire des slogans du genre *« PDCI & FPI. Pour la Côte d'Ivoire, nous sommes tous ensemble…* ». Le petit parti de Soro Guillaume était aussi représenté à la tribune.

La libération de Gbagbo et de Blé Goudé a été scandée par tous. Le crédo de la « *réconciliation nationale* » a aussi été largement entonné comme si « *l'opposition* » regroupée autour du PDCI voulait déposséder Ouattara de son slogan choc.

Le rassemblement suivant, le 19 Octobre à Yamoussoukro, sur la grande place Jean Paul II, a été encore plus grand puisqu'il y aurait eu entre 30 000 et 50 000 participants selon les chiffres avancés par la presse.

Bédié y a fait un discours dénonçant *« la dictature rampante »* de Ouattara et a réclamé *« la libération de tous les prisonniers politiques, civils et militaires, le retour de tous les exilés civils et politiques y compris Laurent Gbagbo et Blé Goudé.* ». Il a qualifié le RHDP de *« nain hypophysaire* » qui n'arriverait pas « *à la ceinture du PDCI* ». Les routes construites par Ouattara ont été qualifiées de « *routes biodégradables* ». Cela a fait rire la foule mais pas le porte-parole du Rhdp qui a qualifié le discours de Bédié de « *pas sérieux* » et « *pas responsable* » pour un ancien président. Il a annoncé que son parti va organiser prochainement un grand rassemblement en guise de riposte.

Pour le moment ce ne sont que des escarmouches verbales à fleurets mouchetés. Chacun mesure ses propos, y compris les seconds couteaux, des fois que les alliances se modifient en cours de route.

Mais, plus la campagne va s'intensifier, plus on assistera à des discours musclés destinés à galvaniser les militants et les électeurs. Ces gens-là ont beau être du même monde, ils ne vont pas se faire des cadeaux. Ce qui les anime c'est l'ambition de parvenir au pouvoir ou de s'y accrocher. Et ce qu'ils cherchent à travers le pouvoir c'est la main mise sur les caisses de l'Etat, les privilèges de toutes sortent qu'ils peuvent en tirer pour eux et pour leurs proches, ce sont les possibilités de grappiller des bakchichs juteux dans l'attribution des

contrats avec les grandes compagnies, etc. La bataille va donc être rude car ce sont des milliards qui sont en jeux. Et quand dans un petit marigot il y a plusieurs crocodiles, il faut s'attendre à des coups de dents !

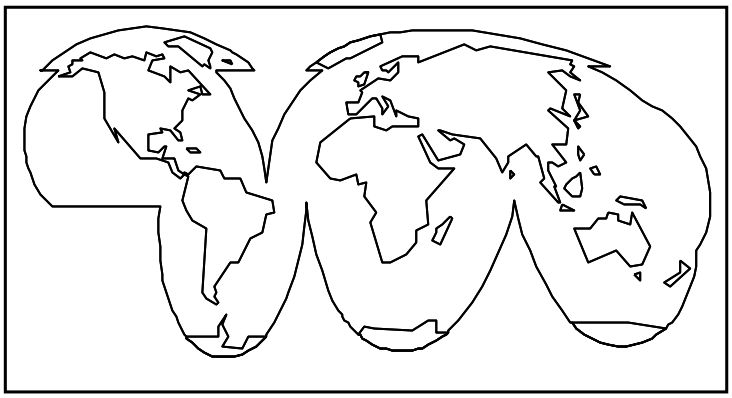
Ces gens assoiffés d'argent et de pouvoir sont capables d'utiliser les pires démagogies pour parvenir à leurs fins. Ils l'ont fait dans le passé et ils peuvent récidiver.

S'ils parviennent à nous diviser, nous deviendrions encore plus affaiblis devant les capitalistes qui nous exploitent dans les usines, les chantiers, les ateliers ou les bureaux. Ils pourront nous imposer encore plus facilement les bas salaires, les cadences infernales et les mauvaises conditions de travail.

Il en ira de même dans nos quartiers d'habitation. Nous avons besoins de la solidarité et de la cohésion entre tous les travailleurs pour vivre ensemble et pour améliorer nos conditions d'existence face aux autorités gouvernementales et municipales qui ne se préoccupent pas de notre santé et de notre sécurité.

C'est ensemble, quelle que soit leur nationalité, leur région ou leur ethnie que les travailleurs défendront mieux leurs intérêts face aux exploiteurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

VIE DE GALÈRE, PRÉCARITÉ ET BAS SALAIRE, C'EST LE SEUL AVENIR QUE NOUS RÉSERVE CE SYSTÈME CAPITALISTE

La situation des travailleurs ne cesse de se dégrader au fil des ans. À la zone industrielle de Yopougon par exemple, comme partout ailleurs, le système de journalier qui devrait être l'exception est devenu la règle, enfonçant les travailleurs de plus en plus dans la précarité. À ce sujet, voici le témoignage d'un travailleur de cette zone :

« Je travaille aujourd'hui à Rodis, une entreprise de cosmétique située à la zone industrielle de Yopougon. Mais avant ça, j'étais journalier à Aipac, une entreprise de papier. Là-bas je me donnais à fond dans le travail espérant qu'un jour j'allais être remarqué par le patron et me faire embaucher. Ca a fait des années, je suis resté journalier là-bas. Ce qui n'était pas bien c'est qu'à chaque fois qu'il y a un petit souci, ce sont les journaliers qui doivent payer les pots cassés. J'ai donc décidé d'aller chercher mieux ailleurs.

J'ai fait le tour de plusieurs entreprises. J'ai découvert que même pour obtenir le moindre petit poste de journalier mal payé, il fallait à tout prix mouiller la barbe à un petit chef, ou bien avoir un parent corps habillé un peu gradé. Les patrons rendent ce genre de petits services à ces derniers. Et en retour, ceux-ci acceptent de mater des travailleurs grévistes ou encore dédouaner des marchandises bloquées, etc.

L'idée m'a aussi effleuré de m'auto-employer ; c'est la mode en ce moment. Mais je n'avais pas de fonds de commerce nécessaire. Les quelques-uns que je connais et qui ont fait l'expérience, c'était pour ouvrir un petit garbadrome, un petit kiosque, une cabine, vendeur ambulant. Certains sont devenus chauffeurs de taxi ou ont réussi à avoir un petit container au bord de la route mais avec la menace permanente de se faire déguerpir. Leur situation est rarement meilleure que celle des travailleurs d'entreprise.

Finalement, je suis contraint d'accepter un contrat journalier de 3 mois non renouvelable à Rodis en attendant de trouver un peu mieux ailleurs ».

Nombreux sont les travailleurs qui vivent ce genre de situation. De galère en galère, nos conditions d'existence ne cessent de se dégrader jusqu'à ce que nous soyons de plus en plus nombreux à prendre conscience de la nécessité de s'organiser pour renverser ce système capitalisme qui est responsable de notre misère.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING :
LES TRAVAILLEURS FACE À L'EXPLOITATION ET AU MÉPRIS PATRONAL

Darling est une entreprise de production de mèches de cheveux synthétiques dans la zone industrielle de Yopougon. Les travailleurs manipulent des fibres synthétiques, de la colle ; ils entrent dans les salles de séchage sans la moindre protection. Ils ne disposent même pas de tenues de travail digne de ce nom, pas de chaussures de sécurités, pas de masques de protection contre les fibres synthétiques et les colles qu'ils manipulent à longueurs de journée. Ils ne disposent que des tabourets inadaptés pour le dos alors qu'ils doivent faire des efforts intensifs et soutenus. Les plus anciens sont physiquement épuisés et tombent souvent malades : fatigue générale, problèmes de nerfs, maux de dos, etc.

Et pourtant, cela n'empêche pas le patron d'accroitre la production sans cesse. Elle a été multipliée par deux au cours de ces vingt dernières années. Pendant ce temps les salaires sont bloqués malgré la cherté de la vie. Plus de 500 ouvriers ont plus de 2 ans d'ancienneté ; certains y ont passé plus de 15 ans sans être embauchés. Il n'y a pas de changement de catégories ; Il n'existe pas de cantine. Pour un oui ou pour un non, ce sont des mises-à-pieds ou des renvois. Trop c'est trop !

De la mobilisation aux premiers résultats

En octobre 2018, les travailleurs, particulièrement les journaliers, ont commencé à se mobiliser pour réclamer des embauches et de meilleures conditions de travail. Un préavis de grève a été déposé à l'Inspection du travail. Celle-ci a convoqué le patron et les porte-paroles des travailleurs. Si l'Inspecteur a reconnu que les travailleurs ont raison et qu'ils devraient être effectivement embauchés, il les a quand même envoyé balader sous prétexte qu'aucun d'entre eux n'avait un mandat de délégué reconnu préalablement par le patron. Et comme par hasard, les délégués n'avaient plus de mandat puisqu'aucune élection n'a eu lieu depuis des années dans cette entreprise.

Voilà comment par un tour de passe-passe, l'Inspecteur du travail a joué le jeu du patron. La ficelle était trop grosse, mais peu leur importe ! Cela a montré, une fois de plus, que tant que la détermination des travailleurs n'est pas nette, leurs revendications, fussent-elles légitimes, ne peuvent pas aboutir !

Des élections ont été prévues en janvier 2019 et ont été reportées à maintes reprises. Mais au finale, elles ont eu lieu et les journaliers l'ont emporté à la majorité devant les anciens délégués. Entre temps, deux travailleurs à la tête du mouvement ont été renvoyés. C'est seulement après toute cette perte de temps que les négociations entre les travailleurs et la direction ont repris sous la supervision des Inspecteurs du travail, durant encore trois mois.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Le patron s'est engagé à embaucher quelques cinq cents travailleurs, mais par tranches. C'est ainsi que le 30 septembre dernier, environ cent travailleurs ont été embauchés. Durant ces moments de mobilisation les travailleurs ont constaté que les renvois abusifs et les sanctions ont diminué. La peur devant les petits patrons a également diminué et les travailleurs se sont sentis fiers d'avoir contribué à ce petit changement de climat au sein de l'entreprise.

Mais la lutte doit continuer!

Ils ont obtenu en partie satisfaction. Mais il reste encore beaucoup à faire, notamment l'embauche des quelques 400 travailleurs qui sont encore des temporaires. Voilà pourquoi les travailleurs ont intérêt à poursuivre leur mobilisation, à renforcer les liens de solidarité entre eux par-delà les corps de métiers et les statuts, pour devenir une véritable force collective et soudée face à la direction. Sans cette force, le patron récupérera d'une main ce qu'il a cédé de l'autre, ou alors il continuera de faire lanterner les travailleurs avec des promesses sans lendemain.

INCI CONSTRUCTION : LES TRAVAILLEURS TIENNENT LE BON BOUT

Les travailleurs d'INCI construction ont fait grève récemment pour réclamer le paiement de leurs heures supplémentaires volées par le patron.

Il y a plus de 300 travailleurs dans ce chantier de promotion immobilière pour la construction de maisons cossues se vendant à plus de 500 millions de francs. Le bruit court même que toutes ces maisons ont même déjà eu preneur. Les travailleurs font des heures supplémentaires non payées. Les majorations des dimanches travaillés ne sont pas payées correctement. Les salaires sont payés de la main à la main, sans bulletin de paye, sans déclaration à la CNPS. Ne parlons même pas d'assurance maladie. De plus, les conditions de travail sont dangereuses. Sur le chantier, les ferrailleurs ne reçoivent pas de vaccin anti tétanique alors que c'est la moindre des précautions à prendre quand on travaille sur du métal parfois rouillé. Il n'y a pas de lunettes de protection, pas de cache-nez. Là où il faut changer les gants toutes les semaines, il faut attendre des mois.

Tous ces problèmes sont posés au patron depuis longtemps, mais tant que le chantier avance, ce dernier fait mine de les ignorer. Les travailleurs se sont rendu compte que s'ils ne passent pas à la vitesse supérieure, la situation risque de rester en l'état. Ils se sont alors organisés et ont attendu un jour de contrôle où propriétaire du chantier, architectes et contrôleurs sont venus au chantier pour déclencher leur grève. Là, le patron ne pouvant plus ignorer la situation, a été obligé de reconnaitre qu'il a grugé les travailleurs.

Ceux-ci restent mobilisés jusqu'à ce que le patron règle définitivement le problème car ils savent qu'avec les patrons c'est comme avec la tortue, tant qu'il n'y a pas du feu derrière ça n'avance pas.

L E U R S O C I E T E

PLUIES DILUVENNES : UNE SITUATION TRAGIQUE POUR LES PAUVRES

Les fortes pluies qui se sont abattues sur la ville d'Abidjan et ses environs ont occasionné des dégâts matériels et des pertes en vies humaines. À Yopougon dans le quartier de Gesco, une partie du mur de Manutention Africaine s'est effondrée sur trois personnes pendant qu'il pleuvait. Il y a eu un mort et plusieurs blessés graves. À Audouin-Santé, zone de la Baie des Milliardaires, la foudre a tué toute une famille. À Abobo, dans le quartier de Bocabo, une maison s'est écroulée sur une jeune fille et son bébé. La ville de Grand-Bassam a été inondée. L'étendue des dégâts ainsi que l'aggravation des conséquences dramatiques sur les habitants sont encore à craindre.

Malgré les prévisions de la météo, les autorités n'ont pris aucune mesure sécuritaire pour éviter ces drames à la population. Elles se contentent, de gestes symboliques devant les caméras, histoire de faire croire aux habitants qu'elles font quelque chose. C'est ainsi qu'on a vu le vice-président parader à Grand-Bassam. C'est écœurant !

INCOMPÉTENCE ET CYNISME !

Il fallait s'attendre à ce que les récentes pluies importantes fassent autant de dégâts humains et matériel parce que les autorités gouvernementales et locales ne se soucient pas de faire curer les caniveaux et d'entretenir la voirie dans les quartiers pauvres afin d'empêcher les eaux de ruissèlement d'inonder ces quartiers.

En plus de ces manquements graves, il faut supporter le cynisme de certains élus comme ce maire de Yopougon, un certain Gilbert Koné Kafana, qui a eu le culot de déclarer que « *ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'on doit construire sur les zones inondables* ». En d'autres termes : « *crevez donc, puis que ça vous plaît* ! ».

CACAO : LES PRIX FIXÉS EN DESSOUS DE CEUX PROMIS !

Pour la campagne cacao 2019-2020 qui a commencé en octobre en Côte d'Ivoire, le prix du kg de cacao a été fixé à 825 F. Rappelons que le 6 aout dernier dans « *son message à la nation* », le président avait promis un prix minimum de 1000 francs aux paysans.

L E U R S O C I E T E

Au Ghana voisin, deuxième producteur mondial après la Côte d'Ivoire, le kg de cacao est acheté aux paysans à 920 F. Au Nigéria et au Cameroun, respectivement troisième et quatrième producteur mondial, il se situe entre 1060 et 1170 F.

Depuis le mois de juin, il y a eu plusieurs réunions entre la Côte d'Ivoire et le Ghana pour trouver des accords non seulement pour harmoniser leurs prix d'achat aux paysans, mais aussi pour obtenir un meilleur prix de vente aux industriels. Pour cette année, ces rencontres n'ont servi à rien parce que non seulement les industriels n'ont pas accepté le prix planché que les deux pays ont demandé, mais en plus les gouvernements ivoirien et ghanéen ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le prix d'achat aux paysans.

Le prix du kg de cacao aux paysans est encore le plus bas en Côte d'Ivoire. Comme on doit s'y attendre, les paysans qui le peuvent chercheront à vendre leur récolte là où il s'achète au meilleurs prix pour eux. Mais les autorités ivoiriennes préfèrent faire la traque aux frontières plutôt que d'aligner leur prix sur les voisins.

FERMETURE SANS ALTERNATIVE EFFICACE DU CHU DE YOPOUGON

Le 17 octobre, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a annoncé officiellement la fermeture du Chu de Yopougon à compter du 1er novembre pour une durée de trois ans afin d'y effectuer des travaux de réhabilitation.

Au plus tard le 1er novembre, tous les services seront donc fermés à l'exception de ceux de la néonatologie et de la néphrologie pédiatrique qui resteront en place jusqu'à l'achèvement des travaux.

Les décideurs n'ont rien à craindre, ils iront se faire soigner comme d'habitude dans les grandes cliniques ou à l'extérieur de la Côte d'Ivoire. Par contre, pour les familles à faibles revenus qui n'ont aucune assurance maladies, cette fermeture n'est pas une bonne nouvelle. Quant aux petits salariés de cet hôpital, tels que les balayeurs, les brancardiers, les filles de salle, qui travaillent le plus souvent en tant que journaliers, ce n'est pas sure qu'ils pourront garder leur emploi.

Il y avait déjà un déficit de centres de santé. Avec la fermeture de cet important centre hospitalier, la situation vas s'empirer. Pour des cas d'urgence tels que les accidents de travails, de circulation ou de maladie, les pompiers et ambulanciers faisaient déjà très souvent le tour des centres de santé publics sans trouver de places pour prendre en charge les malades et les accidentés. Ainsi des vies humaines supplémentaires qui pourraient être sauvées par une intervention rapide vont s'ajouter à celles qui se perdent déjà nuit et jour.

L E U R S O C I E T E

Décider de fermer un centre santé qui dispose de 450 lits et de 22 services dont certains sont uniques dans ce pays voire dans la sous-région, sans qu'il y ait eu au préalable une véritable solution de remplacement, c'est vraiment criminel pour les populations à faibles revenus.

CIE : QUAND LE DÉTROUSSEUR CRIE AU VOL …

La Cie (Compagnie Ivoirienne d'Electricité) organise des rencontres avec les populations pour les sensibiliser sur les méfaits de la fraude sur l'électricité. Cette semaine la rencontre a eu lieu à Dimbokro. Le représentant de la compagnie a dit à la population que la fraude coutait 40 milliards à l'Etat ivoirien.

Ce que la CIE et l'Etat font semblant de ne pas comprendre, c'est que le courant coûte trop cher pour les personnes à faible revenu. Les montants pour l'abonnement ne sont pas à la portée de tous. C'est souvent en association qu'on arrive à faire un abonnement. En plus, bien de personnes même quand elles ont un compteur, ont recours au courant parallèle pour éviter des factures trop élevées.

La promotion des compteurs à carte est toujours bien accueillie par les populations, mais le mystère de leur facturation laisse souvent sans voix. Avec les mêmes appareils, une personne avec un compteur à carte se retrouve à payer relativement plus cher qu'une autre avec un compteur ordinaire.

Aujourd'hui au lieu de faire face à tous ces problèmes et de réduire le coût de l'électricité, l'État et la Cie tablent sur la répression. Pour le leur faire comprendre, il va falloir en mettre une autre couche comme en Juillet 2016, où la grogne contre les factures de la CIE s'était transformé en émeute. Mais cette fois-ci pas seulement à Bouaké, mais dans tout le pays.

RECRUDESCENCE DES ACCIDENTS DE LA ROUTE : QUAND L'ÉTAT JOUE AU MÉDECIN APRÈS LA MORT

Un accident de la circulation qui a fait 16 morts à Aniassué, une localité de l'est du pays, a donné l'occasion au ministre des Transports de dresser le bilan macabre des accidents en Côte d'Ivoire. Il en ressort qu'il y a plus de 1000 morts par accident de la route tous les ans sans compter tous les blessés graves, les estropiés à vie, etc. Et comme solution à cela, il a annoncé la réactivation de la commission de retrait des permis de conduire. Il aurait fait retirer déjà 300 permis à leurs détenteurs et annoncé l'assainissement du milieu du transport, etc.

L E U R S O C I E T E

Ce ministre peut causer pour montrer qu'il fait quelque chose, mais dans ce pays, tout le monde sait que les permis de conduire s'achètent sans avoir à passer par l'auto-école. C'est pareil pour les visites techniques où en cas d'échec, il suffit de payer pour avoir le cachet. La corruption est partout.

Sur les routes, les forces de l'ordre sont plus occupées à racketter qu'à veiller au respect du code de la route. Les véhicules de transport en commun sont pour la plupart en mauvais état. Et nous sommes entassés chaque jour dans des véhicules à risque.

Quant aux compagnies de transport, elles surexploitent les chauffeurs qui, pour tenir, se dopent avec du café noir, du vody ou d'autres substances.

De plus, beaucoup de routes sont en mauvais état, avec des nids de poule. Sur certaines il n'y a pas de signalisation.

Dans ces conditions, comment s'étonner du nombre croissant d'accidents et de victimes. Alors le ministre peut parler pour paraitre intéressant. C'est comme qui dirait : « *le chien aboie, la caravane passe* ».

LES PROPOS XÉNOPHOBES VONT DE NOUVEAU FLEURIR DANS LA BOUCHE DES POLITICIENS

Le Cavally est une région agricole où les conflits liés à la terre sont récurrents. Il y a déjà eu des milliers de morts et beaucoup de souffrances depuis les années 2000. Cela n'a pourtant pas empêché un certain Gon Koulibaly, candidat à la candidature, de remuer la plaie lors d'une récente tournée dans cette région où il a tenu des propos xénophobes, à peine voilés. Il a en effet déclaré : « *Tous ceux qui veulent nous diviser, qui jouent contre les ivoiriens, etc…* ». De qui parle-t-il, sinon des Burkinabé, nombreux dans cette région, au même titre que les Baoulé et les Dioula venus s'installer là car la terre y est bonne ?

Avec ce genre de propos insidieux, il encourage les actes xénophobes au sein des populations. Les politiciens concurrents n'attendent que ça pour s'engouffrer dans la brèche et faire de la surenchère sur ce terrain nauséabond et dangereux.

Plus on s'approchera de la date des élections, plus on aura droit à ce genre de propos. Ces gens-là, au pouvoir ou dans la soi-disant opposition, sont capables de tout pour se maintenir ou se hisser au pouvoir.

Les travailleurs sont donc avertis. Ils doivent se méfier comme de la peste de ces politiciens qui ne pensent qu'à leur carrière et à leur enrichissement personnels quitte à enjamber des cadavres !

L E U R S O C I E T E

UN KKB PEUT EN CACHER UN AUTRE !

KKB, c'est Konan Kouakou Bertin. Pour ceux qui ne s'en souviennent pas, quand Bédié avait trouvé son compte en soutenant Ouattara lors de la dernière élection présidentielle, il avait en quelque sorte laissé un espace politique vide à la tête du Pdci. Il n'en fallait pas plus pour que ce politicien de KKB s'y engouffre en traitant alors Bédié de tous les noms. Son objectif était alors d'espérer prendre la place du calife à la place du calife. Mais l'embêtant pour ce monsieur c'est que Bédié est redevenu un « *opposant* » depuis qu'il est en palabre avec son ex-ami Ouattara.

Voilà une situation nouvelle qui complique les affaires de KKB. Que fait-il donc pour s'en sortir ? Il vient tout bêtement se coucher comme un petit toutou au pied de Bédié dans l'espoir de recevoir son petit os à ronger. D'où sa déclaration : « *ma place sera celle que Bédié voudra bien me donner* ».

Ce sont des gens de cette espèce, prêts à tout, qu'ils soient d'un bord ou d'un autre, qui ont commencé à défiler dans nos quartiers pauvres pour prêcher des propos haineux dans l'objectif de diviser les travailleurs et les pauvres entre eux et laisser ainsi le champ libre aux capitalistes de continuer à les exploiter. Alors, à bon entendeur…

EN VOILÀ UN QUI VEUT NOUS BLAGUER SUR LES MIRACLES !

Patrick Achi est ministre dans le gouvernent actuel. C'est un transfuge du Pdci qui a rejoint le camp de Ouattara. Mais pour garder sa place à la mangeoire, il doit faire le griot pour celui qui le nourrit. Ainsi, parlant du « *programme économique du gouvernement* », dans son élan il a déclaré : « *Notre ambition pour le pays est de réaliser un second miracle ivoirien qui conduira les générations futures aux cimes du monde* ».

Il fait surtout rire ! Parce que, s'il y a vraiment eu ce fameux 1er « *miracle ivoirien* », il n'a certainement pas profité aux travailleurs et aux populations pauvres, mais avant tout aux capitalistes locaux et étrangers, à commencer par ceux des pays impérialistes. En contrepartie de quoi, ils ont laissé quelques miettes à leurs serviteurs locaux.

À défaut d'atteindre un quelconque « *cime* », la tête des travailleurs est maintenue généralement au ras des égouts. Ce sont pourtant eux qui produisent les richesses, qui entretiennent les machines et les routes, qui construisent des logements et plein d'autres choses, mais ils sont les plus mal lotis, les plus mal payés et les plus méprisés par les tenants du pouvoir.

En matière de léchage de botte et d'opportunisme politique, ce ministre a en tout cas atteint des sommets !

L E U R S O C I E T E

DEUX MILLIONS D'ENFANTS MEURENT CHAQUE ANNÉE À CAUSE DE MALADIES LIÉES À LA QUALITÉ DE L'EAU.

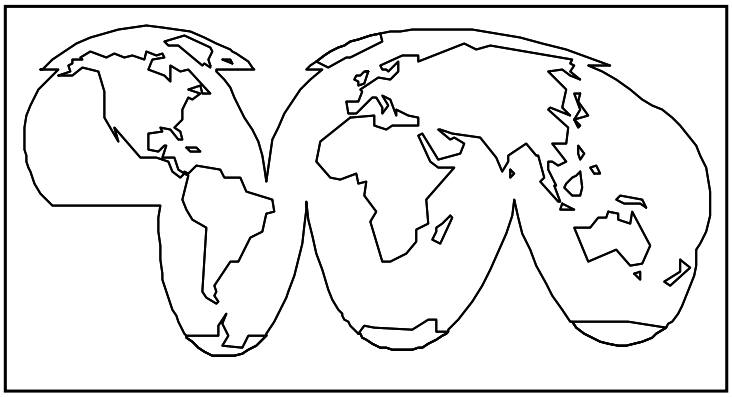
Lors du lancement de la 4ème édition de la « semaine nationale de l'eau en Côte d'Ivoire » (SNE-CI), la représentante de l'Unicef a dévoilé que 30 enfants mouraient par jour en Côte d'Ivoire de diarrhée et autres maladies liées à la qualité de l'eau. Et qu'à travers le monde, ce sont 2 millions d'enfants qui meurent ainsi.

L'eau est une des denrées les plus abondantes sur notre planète et aussi une des plus indispensable à toute vie. Avec le capitalisme on en a fait une marchandise. Ainsi dans de plus en plus de pays, le secteur privé s'est emparé de la distribution de l'eau.

Comme pour le pétrole, on pourrait faire forer plus profondément des puits ou désaliniser de l'eau de mer et la faire acheminer sur des centaines, voire des milliers de km pour répondre aux besoins des populations. Il ne s'agit pas là d'une difficulté technique insurmontable mais uniquement d'un choix politique. Un Etat soucieux du bien-être de la population pourrait décider de mettre tous les moyens nécessaires pour y parvenir. Mais nos dirigeants, au lieu de faire ce choix, ont préféré donner la gestion de l'eau potable à des rapaces capitalistes dont le seul but est de faire du profit maximum sur le dos des consommateurs.

Pour l'eau comme pour toutes marchandises, ceux qui ne peuvent pas en payer le prix sont exclus de leur usage. Même si cela signifie condamner à mort chaque année des millions d'enfants.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.